

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Éditorial : La CM7 – Un mal nécessaire

Environ 100 ministres ont assisté, du 30 novembre au 2 décembre, à la 7^e Conférence ministérielle (CM7) de l'OMC à Genève. Depuis la ministérielle de Hong-Kong, qui s'est tenue en décembre 2005, il s'est écoulé quatre ans au cours desquels l'OMC n'a pas réussi à tenir cette réunion qui a lieu habituellement tous les deux ans. C'était dû, en partie, aux négociations du Programme de Doha pour le développement qui ont retardé le calendrier de l'OMC. Pour rompre cette tendance, les membres ont décidé de tenir une réunion ministérielle sans coup de théâtre, et le PDD ne devait pas figurer à l'ordre du jour. La réunion devait se consacrer uniquement aux affaires quotidiennes de l'OMC, mais comme l'a si justement dit le directeur général, M. Pascal Lamy, il était difficile d'ignorer « ce sujet qui est présent dans tous les esprits ». Ce que M. Lamy souhaitait de la part des ministres était simple : donner de la clarté et des directives sur la façon dont ils envisagent l'engagement dans les négociations de Doha après décembre. Mais c'est à ce point que les choses se sont compliquées.

Comme un disque rayé

Les pays ont fait la queue lors de la séance plénière pour donner leur plein soutien aux négociations du PDD qui durent depuis huit ans. Le Canada n'a pas fait exception, déclarant qu'il soutient une conclusion ambitieuse du PDD « qui assurerait la prospérité et accélérerait la reprise économique à l'échelle mondiale ».

Le représentant au Commerce des États-Unis, M. Ron Kirk, a déclaré que les États-Unis étaient « prêts à passer à la phase finale », à condition que les pays en développement émergents, notamment le Brésil, l'Inde et la Chine, acceptent d'en faire autant. « Nous avons clairement annoncé nos intérêts particuliers : qu'il faut une ouverture significative du marché pour conclure le Cycle. Or, nous attendons de la part des autres membres des signes concrets qu'ils sont prêts à se joindre à nous dans cet engagement, » a déclaré l'USTR. Pour pouvoir faire accepter un éventuel accord de Doha au Congrès américain, l'USTR a essayé d'amener les pays en développement émergents à participer aux négociations sectorielles sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA), particulièrement dans les secteurs des produits chimiques, des biens électroniques et des machines.

Les pays en développement émergents ont accueilli la déclaration des États-Unis comme un affront direct; le ministre des Affaires étrangères du Brésil, M. Celso Amorim, a même accusé les États-Unis de freiner les négociations. Avant le début de la CM7, le G-20, groupe de pays en développement, a émis une déclaration dans laquelle il réitérait son soutien à la conclusion du Cycle en 2010, en tenant compte de la centralité de l'agriculture. Le groupe a reproché aux États-Unis de bloquer les négociations, tout en rejetant l'appel lancé par ces derniers d'entreprendre principalement des négociations bilatérales. Le groupe a également souligné l'importance de laisser toute forme de processus se dérouler, plus particulièrement les pourparlers multilatéraux fondés sur le texte.

Au cours de la plénière, M. Amorim a déclaré aux délégués que les contributions consenties par les pays en développement lors de ce Cycle « seront plus importantes que celles concédées par les pays développés lors de l'un quelconque des cycles de négociation précédents » et que, par conséquent, « il n'est pas raisonnable d'attendre que la conclusion du Cycle implique des concessions unilatérales supplémentaires de la part des pays en développement ».

La Chine et l'Inde ont également vilipendé les États-Unis, la Chine déclarant que jusqu'à présent, les pourparlers bilatéraux avec les États-Unis n'ont pas été utiles et exhortant les États-Unis à revenir au processus multilatéral. Quant à l'Inde, le ministre du Commerce, M. Arund Sharma, a rappelé aux participants que les membres doivent continuer de négocier en prenant appui sur le projet de modalité de décembre 2008 et a demandé aux États-Unis de ne pas déformer l'aspect développement du mandat et d'accorder la priorité au processus multilatéral.

Ce sont des coups portés directement aux États-Unis, qui ont rejeté la dernière ébauche comme fondement de futures négociations. M. Kirk a déclaré que les textes sont appelés projets pour une raison. Tous les membres ne sont pas d'accord avec ce texte, et l'Afrique du Sud, par exemple, l'a également rejeté.

M. Lamy a demandé instamment aux pays de prendre ce qui est actuellement sur la table comme fondement de futurs pourparlers. « Il y a plus de huit années de travaux sur la table des négociations (...) qui regroupe les concessions que vous avez tous obtenues de haute lutte, les compromis que vous avez mis au point, les intérêts que vous avez protégés, » a-t-il dit, en ajoutant que « l'équilibre final doit être trouvé et il y devra être négocié durement (...) Le moment de vérité, c'est-à-dire le moment où vous aurez à décider si la conclusion en 2010 peut être atteinte, approche à grande vitesse. »

Le « délai » de mars 2010

Outre les accords attendus de prolonger les moratoires sur l'ADPIC et le cybercommerce jusqu'à la prochaine (8^e) Conférence ministérielle, qui se déroulera vers la même période en 2011, la décision la plus importante qu'on prise les ministres à la fin de la CM7 de trois jours était de réaffirmer « la nécessité de conclure le Cycle en 2010 et de faire un bilan de la situation pendant le premier trimestre de l'année prochaine », a dit le Président de la Conférence, le ministre chilien de l'Économie, M. Andrés Velasco, « L'idée de demander aux hauts fonctionnaires de continuer à déterminer la marche à suivre pour atteindre ce but a été accueillie favorablement. »

La proposition a, au départ, été faite par le groupe des 20 pays en développement dont les membres sont convenus qu'il devrait y avoir une possibilité multilatérale, au début de l'année prochaine, d'évaluer les progrès réalisés, de déterminer les obstacles restants ou bien d'examiner les façons de conclure avec succès le PDD avant la fin de 2010. Leur idée consistait à convoquer une autre réunion ministérielle, entre la fin du Forum économique mondial de Davos (27-31 janvier 2010) et le 4^e Sommet mondial des dirigeants du G-20, qui doit avoir lieu au Canada en juin 2010.

Le Groupe de Cairns a également émis un communiqué dans lequel il soutient un calendrier semblable, en exhortant les ministres à se réunir de nouveau « au début de l'année prochaine afin d'évaluer la situation et de prendre toutes les décisions qui s'imposent pour faire en sorte que le Cycle soit sur la bonne voie pour arriver à sa conclusion. »

La proposition a également plu à M. Lamy, qui défendait le premier trimestre de l'année prochaine « précisément parce qu'il s'agit probablement du dernier moment en 2010 où une percée pourrait déboucher sur une conclusion avant la fin de l'année. »

Le problème était que les États-Unis étaient quelque peu mal à l'aise que cette prétendue réunion de bilan se déroule au niveau ministériel. M. Kirk a déclaré que, bien qu'elle puisse être utile, « nous ne pouvons confondre processus et substance. Tous les raccourcis n'aboutiront qu'à des retards et des impasses supplémentaires. Il n'y a tout simplement pas de succédané pour le dur travail de négociation, » a prétendu l'USTR.

M. Kirk semble avoir trouvé l'âme sœur pour son scepticisme en la personne de la commissaire au Commerce de l'UE sortante, Lady Catherine Ashton (qui doit bientôt être remplacée par l'Allemand Karel de Gucht), qui pendant sa brève visite à Genève a déclaré qu'elle pensait que les négociateurs prenaient déjà du retard sur leurs objectifs de conclure des négociations en 2010.

Par conséquent, les ministres ont décidé de demander simplement une réunion de bilan sans préciser si elle se déroulera au niveau ministériel ou à celui des hauts fonctionnaires. « Si le résultat du bilan est que 2010 n'est pas réalisable – ce qui je pense ou espère ne sera pas le cas – la question sera alors de savoir comment nous ferons avancer le processus à partir de l'endroit où nous nous trouverons à ce moment, » a déclaré M. Lamy à la fin de la CM7. On prévoit que la décision à l'égard du programme de la réunion de bilan de mars sera prise lors de la réunion des hauts fonctionnaires qui se tiendra du 14 au 16 décembre.

Prochains événements

- Séance extraordinaire officieuse de négociations sur l'agriculture, 7-10 décembre 2009
- Semaine de l'AMNA, 7-10 décembre 2009
- Réunion des hauts fonctionnaires (RHF), 14-16 décembre 2009
- Conseil général, 17-18 décembre 2009
- Forum économique mondial, 27-31 janvier 2010
- Sommet du G-20, juin 2010
- Séance ordinaire du Comité de l'agriculture, 11-12 mars, 10-11 juin, 16-17 septembre, 18-19 novembre 2010

